

Migrer pour soi-même ou pour les siens ?

Les bénéfices économiques de la migration rurale-urbaine vers Hô Chi Minh Ville (Viêt-nam)

Patrick GUBRY
*Institut de Recherche
pour le Développement
Bondy, France*

TRUONG Si Anh et LÊ Thi Huong
*Institut de Recherche Économique
Nogent-sur-Marne, France*

1. Problématique

La politique de libéralisation économique mise en œuvre au Viêt-nam depuis 1986 a permis des résultats significatifs sur le plan économique : la croissance économique a été rapide et les conditions de vie ont été considérablement améliorées. En plus de la croissance économique, l'évolution en cours a provoqué un fort accroissement des investissements en ville, une augmentation des disparités ville-campagne, une augmentation des flux migratoires pour le travail, le développement du secteur privé, un élargissement des disparités sociales en ville... (Gendreau, 1993 ; Dang Thu *et al.*, 1998 ; Lê Van Thanh, 1999). Parallèlement, le contrôle de l'immigration en ville, depuis longtemps extrêmement strict, avec l'instauration d'un permis de résidence, est devenu beaucoup plus lâche (Truong Si Anh *et al.*, 1996).

L'évolution actuelle laisse présager une modification très rapide de la situation avec une très forte croissance urbaine dans les années à venir, même si les données démographiques récentes manquent encore pour mesurer des changements rapides dans l'attente des résultats complets du dernier recensement général d'avril 1999. Cette croissance urbaine sera d'autant plus forte que la population rurale reste très importante (près de 80 %), montrant le fort potentiel rémanent d'exode rural. Cette urbanisation sera très difficile à maîtriser et ses conséquences risquent d'être négatives à terme. Cette évolution doit donc être suivie de près et toutes ses conséquences, avec les solutions envisageables pour répondre aux nouveaux problèmes posés, doivent être étudiées.

Hô Chi Minh Ville (HCMV, ex-Saïgon) est la plus grande agglomération du Viêt-nam, avec 3,7 millions d'habitants en 1999 en zone urbaine (4,2 millions selon les estimations de l'Institut de Statistique) et 5 millions d'habitants dans l'ensemble de son unité administrative (résultats préliminaires du recensement de 1999). Cette agglomération absorbe actuellement, et va continuer à absorber, le plus grand nombre de migrants en provenance du milieu rural. Les résultats de plusieurs enquêtes sur les migrations récentes vers la ville sont d'ores et déjà disponibles. Mais ces enquêtes ont été réalisées exclusivement dans le lieu d'arrivée et ont porté au demeurant sur de petits échantillons. Ne donnant pas d'information sur les besoins réels de la population du lieu de départ, elles ne permettent pas de définir une politique de développement susceptible d'augmenter la rétention de la population en milieu rural. Si on veut comprendre l'ensemble des mécanismes, les échanges de population entre milieux ruraux et urbains doivent être examinés en considérant chacun des deux milieux.

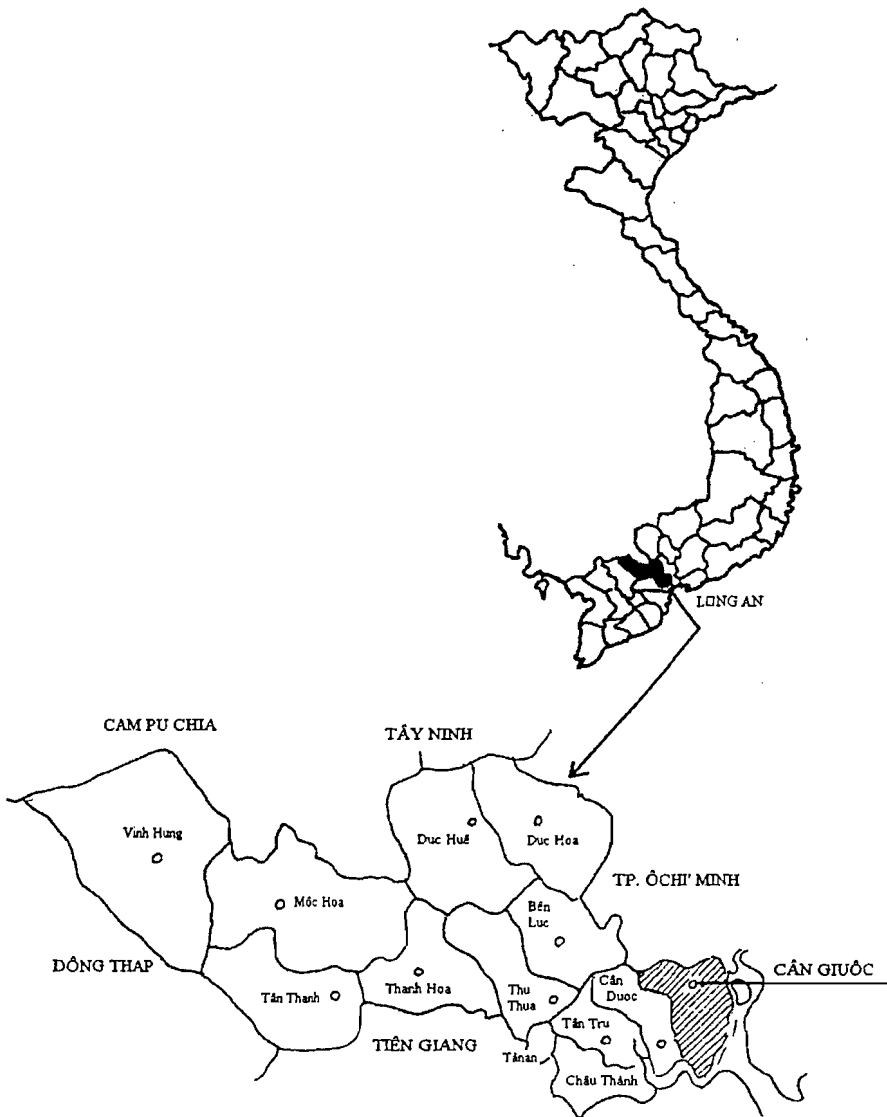
Dans le but d'étudier ces mécanismes, une enquête a été réalisée dans les lieux de départ des migrants en interrogeant les personnes restées en milieu rural et dans HCMV auprès des migrants qui avaient été retrouvés. De plus, elle a permis d'identifier les migrations de retour. Cette procédure permet d'observer les conditions objectives régnant dans le lieu de départ, et dévoile en même temps l'univers subjectif du migrant qui avait peut-être été diffusé dans le lieu de départ et a pu, de ce fait, engendrer des déplacements ultérieurs.

2. Méthodologie des enquêtes réalisées

Le projet, mené en coopération entre le Centre français sur la Population et le Développement (CEPED) et l'Institut de Recherche Economique (IRE) de HCMV, a permis de réaliser deux enquêtes :

- une enquête ménage au niveau de la zone de départ (janvier 1999). À cet effet, devant l'impossibilité de toucher tous les milieux de départ (!), on a, dans un premier temps, identifié la région du Viêt-nam dont sont originaires la plus grande proportion des migrants vers HCMV (en l'occurrence, trois communes de l'arrondissement de Càn Giuôc, province de Long An, dans le delta du Mékong, regroupant 30 000 habitants) (carte 1). L'enquête comprenait plusieurs types de questionnaires : questionnaire ménage pour identifier les descendants ayant quitté le foyer ; questionnaire socio-économique pour les ménages avec migrant et pour les ménages sans migrant, incluant la perception de la migration par la population non-migrante ; questionnaire concernant les migrants (situation socio-économique et

Carte 1. Situation des zones d'enquête



Dessin : Phạm Thị Thanh Hiền.

niveau de vie, maintien de relations avec le village) ; questionnaire spécifique destiné aux migrants de retour. Ces différents types de questionnaires n'ont pas touché les mêmes effectifs et les données ont donc été pondérées selon une procédure qui ne sera pas détaillée ici.

- une enquête auprès des migrants eux-mêmes retrouvés au niveau de la zone d'arrivée à HCMV (avril-mai 1999) (1 000 migrants à HCMV sélectionnés de manière aléatoire parmi 1 500). Cette procédure s'est avérée possible parce que les adresses sont généralement bien identifiées à HCMV (arrondissement, rue et numéro) et parce qu'un certain nombre de migrants disposaient d'un contact téléphonique. Concernant ce dernier point, les hypothèses de départ étaient que les ascendants avaient en majorité l'adresse précise des migrants issus de leur famille et que les ménages migrants étaient peu nombreux.

Les données ci-dessous sont celles du projet initial. La méthode du choix de la zone d'enquête en milieu rural a finalement permis de retenir 1 906 migrants. Parmi ceux-ci, 528 personnes (240 hommes et 288 femmes), avec une adresse complète et correcte, ont été retrouvées et interviewées à HCMV, soit 28 %. L'analyse devra bien entendu tenir compte de cette déperdition, car les migrants retrouvés n'étaient sans doute pas identiques à ceux perdus de vue et pour lesquels on peut penser que la situation est en moyenne plus précaire. Une première analyse de la structure de l'échantillon montre cependant qu'il ne semble pas y avoir de biais à ce niveau¹.

3. L'apport économique de la migration

Les emplois des 528 migrants, avant et après leur déplacement de la campagne à la ville, ont des caractéristiques différentes.

Avant de venir à HCMV, 43 % des migrants avaient une activité principale, la proportion étant plus élevée chez les femmes que chez les hommes (femmes 49 %, hommes 36 %), ce qui est fréquent en milieu rural où les femmes travaillent la terre, sont moins scolarisées et déclarent moins souvent rechercher un emploi. Les personnes sans emploi représentaient 12 % de l'échantillon, les ménagères 9 %, les éco-

1. En réalité, le taux de déperdition varie selon l'arrondissement d'arrivée en ville. La déperdition est beaucoup plus faible dans les arrondissements centraux. Il s'agit précisément des arrondissements proprement urbains, les plus intéressants à étudier dans l'analyse de la migration rurale-urbaine. En effet, les arrondissements périphériques de HCMV sont encore largement ruraux et les conditions de vie n'y diffèrent pas fondamentalement de celles du milieu de départ. Ils attirent un nombre important de migrants simplement à cause de la proximité de Càn Giuôc par rapport à HCMV. Il s'agit en fait dans ce cas de migrations rurales-rurales.

liers 29 %, les enfants trop jeunes pour être scolarisés 6 % et les inactifs pour cause de vieillesse ou de maladie 1 %. Les cultivateurs représentaient 48 %, les employés de l'administration 13 %, les artisans 12 % et les commerçants 11 % de l'ensemble des travailleurs.

En ce qui concerne leur statut, 46 % des migrants travaillaient dans une entreprise familiale (sans salarié), 29 % étaient des travailleurs indépendants (travaillant seul), 16 % étaient salariés du gouvernement ou d'une entreprise publique.

De cette brève description, il ressort que les personnes ayant eu une activité principale avant leur déplacement étaient surtout des cultivateurs travaillant dans une entreprise familiale ou de manière indépendante.

Après leur déplacement, sur les 528 migrants vivant maintenant à HCMV, 74 % d'entre eux ont un emploi, cette proportion étant plus élevée chez les hommes (78 %) que chez les femmes (71 %). Les 26 % restant se distribuent de la manière suivante : élèves (10 %), ménagères sans autre travail (8 %), chômeurs définis comme des personnes sans emploi à la recherche d'un travail (3 %), enfants trop jeunes pour aller à l'école (0,2 %), inactifs pour cause de vieillesse ou de maladie (1 %). Sur les 392 personnes ayant un emploi, 33 % travaillent dans l'industrie et l'artisanat, 18 % dans le commerce, 17 % dans l'administration, 14 % dans les services (autres que les services domestiques) et seuls 7 % sont dans l'agriculture.

Au niveau du statut, 30 % des personnes occupées sont rémunérées par le gouvernement, avec une proportion plus élevée chez les hommes (36 %) que chez les femmes (25 %) ; 30 % travaillent dans le secteur privé ; 22 % sont des travailleurs indépendants (travaillant seul) et 15 % sont engagés dans une entreprise familiale (sans salarié).

Les migrants vivant maintenant à HCMV ont donc un taux d'activité élevé ; celui-ci s'explique par un effet d'âge (ils sont maintenant plus âgés que lors de leur départ) et par un effet de sélection (certains de ceux qui n'ont pas trouvé de travail sont repartis). Leurs emplois principaux se situent dans la manufacture (industrie et artisanat), dans le commerce et dans les services. Au total, ce sont des activités plus rémunératrices que celles qu'ils exerçaient avant leur départ : la part des agriculteurs par exemple chute de 48 à 7 %, celle des employés de l'industrie et de l'artisanat augmente de 12 à 33 % (tableau 1).

Les occupations exercées par les migrants en ville correspondent évidemment aux activités économiques de la ville ; elles impliquent également une formation spécifique et généralement plus poussée des intéressés, les rendant peu disponibles pour un retour dans leur lieu d'origine, d'autant plus qu'elles s'accompagnent d'un revenu plus élevé et plus régulier.

Tableau 1. Activité économique des migrants
avant et après leur déplacement (%)

Activité principale	Avant le déplacement			Après le déplacement		
	M	F	Total	M	F	Total
Agriculture	57,5	42,3	48,0	3,7	9,2	6,6
Elevage/ pêche	2,3	0,7	1,3	1,1	1,0	1,0
Industrie, artisanat	9,2	14,1	12,2	37,8	29,0	33,2
Construction	4,6	-	1,7	5,9	1,0	3,3
Transport	4,6	-	1,7	6,4	0,5	3,3
Commerce	9,2	12,7	11,4	7,4	28,0	18,2
Services (non compris les services domestiques)	3,4	9,9	7,4	17,0	11,6	14,2
Services domestiques	1,2	4,2	3,1	1,1	3,4	2,3
Administration	8,0	16,2	13,1	19,1	15,0	17,0
Autre	-	-	-	0,5	1,4	1,0
Effectifs	87	142	229	187	205	392

Source : Enquête sur la migration rurale-urbaine à HCMV, 1999.

4. Le niveau de vie plus élevé des migrants se répercute-t-il sur le ménage d'origine ?

4.1. Des ménages avec migrants plus riches

Afin de comparer le niveau de vie des ménages avec migrant à HCMV (que l'on appellera conventionnellement « ménages migrants ») avec le niveau de vie des ménages sans migrant (ou « ménages non-migrants »), un « indice de richesse du ménage » a été élaboré (annexe 1).

Les ménages ont été classés selon quatre types :

- « Non-migrant » : ménage sans aucun migrant à l'extérieur et sans migrant de retour ;
- « Migrant » : ménage avec au moins un migrant à HCMV, sans migrant ailleurs, avec ou sans migrant de retour ;
- « Migrant de retour » : ménage avec au moins un migrant de retour et aucun migrant ;
- « Migrant ailleurs » : ménage avec au moins un migrant dans un autre lieu qu'HCMV, avec ou sans migrant à HCMV, avec ou sans migrant de retour.

Le tableau 2 montre clairement que les ménages migrants sont économiquement plus riches que les ménages non-migrants. Le niveau de vie des ménages ayant seulement des migrants de retour est également meilleur que celui de leurs homologues sans migrant, mais à un degré moindre. Le pourcentage des ménages qui peuvent être classés

dans la classe supérieure parmi les ménages migrants est de 22 % versus 12 % seulement chez les ménages non-migrants, tandis que les pourcentages correspondants pour les ménages les plus pauvres sont respectivement de 33 % et 51 %. Plus intéressant encore, le pourcentage le plus élevé de ménages dans la classe supérieure se situe chez les ménages qui ont au moins un de leurs membres vivant ailleurs qu'à HCMV. Figurent dans cette catégorie les ménages ayant un migrant à l'étranger, susceptible de renvoyer des fonds conséquents à sa famille. Notons toutefois que, si quelques migrants trouvent de très bonnes opportunités dans des destinations autres que HCMV, notamment à l'étranger, ces occasions sont rares et la plupart des migrants préfèrent venir à HCMV plutôt que de migrer vers d'autres destinations au Vietnam.

Tableau 2. Répartition des ménages selon la classe de richesse et le type de ménage (%)

Classe de richesse	Type de ménage				Total
	Non-migrant	Migrant	Migrant de retour	Migrant ailleurs	
Classe inférieure	50,6	32,5	43,0	29,2	45,2
Classe moyenne	37,0	45,6	38,4	39,6	38,3
Classe supérieure	12,4	21,9	18,5	31,2	16,5
Effectifs pondérés	1 178	534	302	154	2 168

Note : Les types de ménage sont mutuellement exclusifs.

4.2. Les gens émigrent-ils parce que leur famille est plus riche ou la famille est-elle plus riche grâce à ses membres migrants ?

Les résultats ci-dessus posent une question qui interpelle les décideurs et les chercheurs : les gens migrent-ils de C n Giu c parce que leur famille est plus riche ? Ou bien les familles sont-elles plus riches parce qu'elles ont un migrant parmi leurs membres ? Malheureusement, nos données ne nous permettent pas de répondre directement à cette question parce que l'information devrait être collectée à la fois auprès de ménages migrants et non-migrants, avant et après la migration. De plus, les individus ont pu migrer dans des lieux différents dans le passé, ce qui rend très difficile l'interprétation de l'information sur le statut des ménages au moment de l'enquête pour des analyses comparatives. Dans notre enquête, la question sur les projets de migration future des membres du ménage apporte des informations supplémen-

taires. Les réponses à une telle question peuvent être arbitraires et peu fiables, mais elles peuvent aussi donner quelques éléments permettant d'approfondir le rapport possible entre le statut de richesse du ménage et la probabilité de migration en comparant le statut de richesse des ménages déclarant avoir un projet de migration avec ceux qui déclarent ne pas en avoir.

Tableau 3. Proportion de ménages dont un membre a déclaré avoir un projet de migration future selon le type de ménage et leur niveau économique

Type de ménage	Niveau économique			Total
	Inférieur	Moyen	Supérieur	
Non-migrant	5,3	4,7	3,1	4,8
Migrant*	5,0	2,2	9,1	4,7
Migrant de retour**	10,3	8,9	11,3	9,9
Migrant ailleurs	8,3	0,0	2,5	3,2
Ensemble	6,4	4,9	6,3	5,8
Effectifs pondérés	981	830	357	2 168

Note : Les résultats sont pondérés.

* Ménage ayant au moins un migrant à HCMV, sans autre migrant à l'extérieur et sans migrant de retour.

** Ménage ayant au moins un migrant de retour, avec ou sans migrant.

Le tableau 3 compare les proportions des ménages déclarant qu'au moins un de leurs membres migrerait de C n Giu c dans le proche avenir selon leur niveau économique actuel. Par rapport à la question évoquée ci-dessus, notre attention se focalisera tout d'abord sur les ménages non-migrants. Il est clair que plus le ménage est pauvre, plus la probabilité est forte qu'un de ses membres émigre. Autrement dit, la pauvreté aurait tendance à « repousser » les gens de C n Giu c et le déplacement ne serait pas d  au fait que la famille est plus riche. Ceci corroborerait le fait que les ménages deviennent plus riches parce qu'un de leurs membres migre, plutôt que l'inverse. Ce résultat diffère quelque peu de ce que nous avons trouvé dans l'enquête précédente relative à la migration spontanée vers HCMV en 1996, à savoir que les migrants (de toutes les provinces du pays) n'étaient pas nécessairement les pauvres (Institute for Economic Research, 1997). En effet, la migration vers HCMV (souvent sur de longues distances) implique que la famille d'origine ait un niveau économique suffisant pour permettre de subventionner les frais de voyage et d'installation en ville. Mais dans l'enquête présentée ici, C n Giu c est une zone adjacente à HCMV et le déplacement ne suscite pas de telles dépenses, permettant ainsi aux personnes appartenant au milieu le plus défavorisé de migrer plus facilement.

À l'opposé, les chiffres suggèrent également que, parmi les ménages migrants (ceux qui ont un de leurs membres à HCMV), les émigrants futurs de C n Giu c seront probablement issus des ménages riches. Ainsi, 9 % des ménages migrants de la classe supérieure ont annoncé qu'au moins un de leurs membres migrerait de C n Giu c dans le proche avenir, contre seulement 5 % parmi les ménages migrants de la classe inférieure. Si ce résultat n'est toutefois pas la preuve que la population la plus riche migrera plus que la population pauvre, il peut refléter cependant les impacts induits par la migration sur ceux restés au village. En d'autres termes, une proportion des « ménages migrants » ont un niveau économique plus élevé parce qu'ils ont plus de migrants à HCMV et cette amélioration incite à son tour à une émigration plus importante.

Les résultats des enquêtes précédentes montrent aussi que de nombreuses familles rurales plus riches ont tendance à envoyer certains de leurs membres en ville dans le cadre d'une stratégie d'investissement humain à long terme. L'enquête présente montre que cette sorte d'investissement est tout à fait « profitable ». En moyenne, chaque migrant envoie à la maison une valeur totale de plus de 774 000 D ngs (environ 56 \$ US) par an, ce qui représente environ 9 % du total de leur revenu annuel gagné à HCMV. Il s'agit d'une somme importante, particulièrement quand le nombre de migrants dans un ménage augmente, étant donné les bas niveaux de revenu dans la plupart des zones rurales. Comme le montre le tableau 4, le niveau économique du ménage est étroitement corrélé au nombre de migrants qui vivent actuellement à HCMV, illustrant clairement l'impact positif, en termes économiques, de la migration rurale-urbaine sur le lieu d'origine.

Tableau 4. Répartition des ménages selon la niveau économique et le nombre de leurs membres vivant actuellement à HCMV

Niveau �conomique	Nombre de migrants à HCMV				Ensemble
	Aucun	1	2 ou 3	4 ou plus	
Inférieur	48,1	42,2	32,7	35,0	45,2
Moyen	36,7	39,7	46,5	43,3	38,3
Supérieur	15,2	18,1	20,8	21,7	16,5
Effectifs pondérés	1 561	320	226	61	2 168

Note : Les résultats sont pondérés

5. Des opinions très fortement favorables à la migration

La question qui peut alors se poser est la suivante : les opinions des migrants et celles de leurs parents reflètent-elles les avantages économiques de la migration constatés ?

Les données disponibles permettent de comparer directement les opinions des migrants à HCMV avec celles de leurs parents à C n Giu c (tableau 5).

Tableau 5.  valuation de l'impact de la migration rurale-urbaine par les parents à C n Giu c et les migrants à HCMV (%)

Destination de l'impact	Répondant	L'impact est		
		Positif	Négatif	Ne sait pas
Impact sur la famille	Parents � CG	82,3	2,5	15,2
	Migrant � HCMV	88,2	1,7	10,1
Impact sur le village	Parents � CG	69,5	2,5	28,0
	Migrant � HCMV	41,6	4,5	53,9
Impact sur le pays	Parents � CG	48,9	1,2	49,9
	Migrant � HCMV	22,7	3,1	74,2

Source : Enquête migration rurale-urbaine vers HCMV, 1999.
515 migrants à HCMV et leurs 515 familles à C n Giu c.

L'impact de la migration rurale-urbaine est ressenti différemment par les parents restés au village et par le migrant issu du même ménage et résidant en ville. De fortes différences existent également selon la nature de l'impact (sur la famille, sur le village ou sur le pays en entier).

Les opinions les plus positives exprimées par les migrants concernent l'impact sur leur famille, puisque 88 % des migrants le considèrent comme positif. Ce résultat est délicat à analyser puisqu'un certain nombre de migrants ont inclus dans leur « famille » aussi bien la partie de la famille résidant en ville que la partie de la famille rest e au village ; ainsi, on ne peut pas savoir si l'impact positif s'applique à l'une ou à l'autre partie de la famille, ou bien à la « famille » au sens large, prise comme un tout. Cette observation peut expliquer pourquoi le migrant estime sa migration de manière aussi positive : il s'agit là de la justification directe de son déplacement et de la permanence de sa résidence en ville, qui résulte de la conjonction entre l'amélioration objective de sa propre situation et l'effort qu'il estime accomplir pour améliorer les conditions de vie des siens demeurés au village. Toujours est-il que l'impact positif de la migration sur la famille semble évident, aussi bien au niveau de la zone d'arrivée que de la zone de départ : il

est remarquable que 82 % des parents considèrent comme positif pour leur famille le départ d'un des leurs pour la ville. À n'en pas douter, il s'agit là d'un puissant facteur de développement des migrations rurales-urbaines dans le futur.

Si les opinions restent largement positives à propos de tous les types d'impacts (sur la famille, sur le village et sur le pays), elles deviennent cependant beaucoup moins affirmées au fur et à mesure que l'on examine une unité plus large.

Les écarts entre les opinions positives des parents et celles des migrants sont forts en ce qui concerne l'impact sur le village et surtout l'impact sur le pays. Les parents ont une opinion plus nettement positive que les migrants ; ils sont d'ailleurs les mieux placés pour juger de l'impact sur le village. Concernant l'impact sur le pays, 74 % des migrants répondent ne pas savoir ; le doute s'est installé, attisé probablement par le discours ambiant – particulièrement accessible aux migrants qui résident en ville – considérant généralement l'exode rural comme une plaie pour la nation. Cependant, ce doute a également une raison objective : le migrant peut estimer n'avoir pas les éléments d'information suffisants pour juger de conséquences aussi lointaines.

On retiendra surtout de cette analyse l'opinion très positive des parents quant à l'impact de la migration sur leur famille : l'amélioration des conditions de vie sont évidentes, aussi bien pour le logement que pour l'équipement. Les familles sont très conscientes de ces améliorations, et continuent à fondre de grands espoirs dans « leurs » migrants.

6. Conclusion

Qui profite le plus de la migration vers la ville : le migrant lui-même et sa famille résidant en ville, ou bien son ménage d'origine resté en milieu rural ? Les données de l'enquête montrent que le déplacement est bénéfique pour les deux. Le migrant améliore radicalement son niveau de vie et l'image du migrant se privant de tout pour nourrir sa famille restée au village ne correspond pas à une situation générale. Des analyses complémentaires pourront distinguer entre différents types de migrants installés en ville, en fonction des charges de famille qui leur incombent directement sur place.

La migration apparaît dans une large mesure comme issue d'une décision collective prise au sein de la famille de départ. Si la migration rurale-urbaine est un phénomène irréversible, largement considéré comme positif tant au niveau de la zone d'arrivée que de la zone de départ, le contrôle des flux dépend en grande partie de la situation économique du milieu rural de départ et de l'apport potentiel que repré-

sente, pour les ménages ruraux, la migration vers la ville d'un de leurs membres.

Références bibliographiques

- DANG, T., GENDREAU, F., et NOZAWA, M. (1998), « Transition vers l'économie de marché, pauvreté et changements démographiques au Viêt-nam », dans : F. Gendreau (dir.), *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud*, Journées scientifiques du réseau démographie (UREF), Ouagadougou (13-15 décembre 1996). Paris, ESTEM, AUPELF-UREF, pp. 51-70 (Actualité scientifique).
- GENDREAU, F. (1993), « Population et développement au Viêt-nam », dans : H. Gérard (dir.), *Intégrer population et développement. Chaire Quetelet 1990*, Louvain-la-Neuve-Paris, Academia-L'Harmattan, pp. 759-788.
- INSTITUTE FOR ECONOMIC RESEARCH (1997), *Survey of spontaneous migration to Hô Chi Minh City*, Ho Chi Minh City. (Project VIE/95/004).
- LE VAN THANH (1999), *Migration et urbanisation au Viêt-nam : constantes et changements depuis la politique du « Renouveau »*, Mémoire de DEA, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- TRUONG S. A., GUBRY, P., VU THI, H., et HUGUET, J. W. (1996), « Hô Chi Minh Ville : de la migration à l'emploi », *Les Dossiers du CEPED*, n° 40, Paris, Centre français sur la Population et le Développement.

Annexe 1

Construction d'un indice de richesse du ménage

Les données qui nous permettront de construire un indice de richesse du ménage sont les suivantes :

- 1) mur et matériel de toiture de l'habitation
- 2) type d'approvisionnement en eau
- 3) type de toilette
- 4) équipement durable

Le principe général pour l'élaboration d'un tel indice est de pondérer les différentes composantes. L'indice est isolément très arbitraire et dépend de la pondération adoptée. En se basant sur la distribution de ménages selon la qualité de la maison, les coefficients suivants ont été utilisés :

Matériel des murs	Matériel de toiture			
	Béton	Tuile	Métal/tôle	Autre
Béton	3	3	3	0
Brique cuite, pierre	3	3	3	0
Bois, arbre	2	2	2	0
Bambou, rotin	1	1	1	0
Autre	0	0	0	0

De la même façon, les ménages ont été pondérés en fonction des conditions locales selon la source d'eau et le type d'aisance.

	Pondération
Source d'eau	
Eau achetée au détail	2
Robinet intérieur	1
Eau pompée d'un puit	1
Autre source	0
Type d'aisance	
Toilette avec chasse d'eau	1
Latrine	1
Autre	0

Pour les biens et équipements durables du ménage, la pondération est un peu plus compliquée. D'abord, on a exclu les appareils qui exigent l'accès à l'électricité parce que cet accès ne dépend généralement pas du ménage lui-même et, par conséquent, la disponibilité de ces appareils ne peut pas refléter la richesse du ménage. Puis, les biens durables du ménage ont été classés en quatre catégories basées sur une valeur conventionnelle, allant d'une marchandise de base à une marchandise plus élaborée. On a donné aux marchandises de base la pondération la plus faible (1) et aux marchandises supérieures la pondération la plus élevée (4).

Ainsi, la richesse du ménage peut être évaluée d'après le total des chiffres mentionnés ci-dessus. Un ménage est d'autant plus riche que son score est plus élevé. Les ménages ont ensuite été regroupés en trois classes selon le score obtenu : (1) inférieure, (2) moyenne, (3) supérieure. Les limites les plus appropriées entre ces trois classes ont été déterminées graphiquement.

Institut
de
Démographie
U.C.L.

Association
des démographes
de Louvain
A.D.L.

CHAIRE QUETELET 1999

**POPULATIONS
ET DEFIS URBAINS**

sous la direction de

Thierry EGGERICKX
Catherine GOURBIN
Bruno SCHOUMAKER
Christophe VANDESCHRIK
Éric VILQUIN

Actes de la Chaire Quetelet 1999

Louvain-la-Neuve
Academia-Bruylant/L'Harmattan
2003

POPULATIONS ET DÉFIS URBAINS



CHAIRE
QUETELET
1999

sous la direction de
Thierry EGGERICKX
Catherine GOURBIN
Bruno SCHOUMAKER
Christophe VANDESCHRIK
et Éric VILQUIN

ACADEMIA



BRUYLANT



L'Harmattan